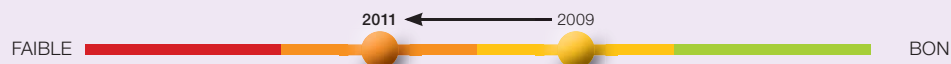


5. RECONNAÎTRE QU'IL EXISTE DES LIENS ENTRE LES OBJECTIFS POLITIQUES, SÉCURITAIRES ET DE DÉVELOPPEMENT

PRINCIPE 5 : NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE



CE PRINCIPE RECONNAÎT QU'Augmenter la résilience dans les États fragiles nécessite de traiter les objectifs politiques, sécuritaires et de développement d'une manière intégrée. Les partenaires au développement doivent adopter une approche à l'échelle de l'ensemble de l'administration. Ils doivent également être capables de saisir quels compromis existent entre les objectifs politiques, sécuritaires et de développement, et de savoir ce que peuvent être les conséquences de ces compromis.

L'Enquête 2009 a relevé une reconnaissance générale de la nécessité de développer des approches intégrées mais un consensus bien moindre sur la manière de les mettre en pratique. Les données de 2009 ont montré que les stratégies intégrant l'ensemble du gouvernement par les pays partenaires au développement restent l'exception sur le terrain. L'Enquête 2011 relève que les partenaires au développement continuent à reconnaître les liens entre les dimensions politiques, sécuritaires et du développement. Dans la plupart des pays examinés elles sont désormais incluses dans les stratégies des pays partenaires au développement. Cependant, cette reconnaissance n'existe souvent que sur le papier. Au Burundi, par exemple, la sécurité est perçue comme un domaine où la demande est forte et l'offre limitée parce que le secteur n'a pas été considéré comme pertinent sur le plan stratégique par les partenaires au développement.

Dans les cas de grande faiblesse, peu d'éléments indiquent des efforts de la part des partenaires au développement pour mettre en œuvre des approches à l'échelle de l'ensemble de l'administration sous quelque forme que ce soit (Comores, Haïti, RCA, Tchad et Togo). Dans les cas cités, les liens entre

l'engagement humanitaire, de développement et sécuritaire, par exemple, sont faibles ou entièrement absents.

Dans les cas où il existe des approches à l'échelle de l'ensemble de l'administration, les processus de gestion des compromis qui en résultent manquent souvent de transparence. Cela entretient l'impression que certains objectifs priment implicitement sur d'autres. En Somalie, par exemple, la neutralité de l'aide humanitaire est considérée comme compromise par les objectifs politiques (les lois contre le terrorisme ou la piraterie ont empêché l'aide humanitaire d'être acheminée dans certaines zones). En Guinée-Bissau, l'impression est également que les préoccupations liées à la sécurité internationale (et au trafic de drogue en particulier) sont prioritaires.

La mise en œuvre d'approches à l'échelle de l'ensemble de l'administration par les partenaires au développement semble être la plus efficace quand elle est alignée de manière explicite sur les cadres nationaux qui lient les objectifs politiques, sécuritaires et de développement. Le Programme pour le changement en Sierra Leone, les Stratégies de réduction de la pauvreté en RDC et au Libéria, et

RECOMMANDATIONS

- Adopter et formaliser explicitement des approches à l'échelle de l'ensemble de l'administration pour tous les États fragiles, accompagnées de processus clairs visant à identifier et gérer les compromis entre les priorités politiques, sécuritaires et de développement.
- Soutenir les institutions des gouvernements partenaires dans le renforcement des objectifs politiques, sécuritaires et de développement au niveau national par le biais de cadres de planification nationale.

l'Accord de paix global au Soudan du Sud en sont des exemples. En d'autres termes, quand les gouvernements nationaux sont en mesure d'articuler ce qu'ils considèrent comme des connexions et des objectifs cruciaux dans ces domaines, les partenaires au développement sont à leur tour capable d'optimiser leurs approches à l'échelle de l'ensemble de l'administration. À l'inverse, des capacités limitées au sein du gouvernement (comme c'est le cas en Haïti) peuvent constituer une entrave à une mise en œuvre efficace et intégrée mais ne doivent néanmoins pas être considérées comme un obstacle insurmontable. Une approche à l'échelle de l'ensemble de l'administration nécessite par conséquent un effort global pour renforcer les capacités des institutions nationales concernées. ■



Extrait de :
International Engagement in Fragile States
Can't We Do Better?

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264086128-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Reconnaître qu'il existe des liens entre les objectifs politiques, sécuritaires et de développement », dans *International Engagement in Fragile States : Can't We Do Better?*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264094796-9-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.